

Intervention Emancipation : à propos du collectif "Plus jamais ça !"

J'interviens pour au titre d'Emancipation sur un seul point pour cette fois : le collectif "Plus jamais ça" dans lequel nous nous inscrivons. Cela ne vaut pas accord implicite avec toutes les perspectives tracées par le secrétaire général dans son rapport, et nous interviendrons demain sur les problématiques liées à l'action et aux autres questions.

Il serait certainement pertinent d'avoir un temps de formalisé entre nous sur ce point, dans un prochain Conseil National par exemple. En effet il pose des questions intéressantes et pertinentes, avec de vrais enjeux : quel rapport du syndicalisme au politique par exemple. Toutefois ce n'est pas non plus une urgence absolue, nous avons le temps puisque j'ai cru comprendre que beaucoup ont en tête une concrétisation de cette démarche autour de mai ou juin 2022...

Pour nous, il y a trois aspects à discuter : 1) la forme, 2) le contenu programmatique, 3) la démarche.

1) sur la forme : à Emancipation nous n'avons aucune réticence de principe au fait que des organisations syndicales et des associations élaborent ensemble une plateforme programmatique sur les questions sociales, écologiques et démocratiques. Nous ne sommes pas non plus opposés à des discussions avec des partis politiques, et même à la participation des partis politiques en tant que tels à un collectif de ce type.

2) sur le contenu : les choses sous semblent beaucoup plus discutables. Le souci de la plateforme actuelle, c'est qu'elle a une limite importante : son horizon est borné a priori par les limites du système capitaliste. Sans même parler de la question – pourtant centrale - de quelle classe sociale doit diriger la société (la question du pouvoir des travailleurs), faire l'impasse sur la question de la propriété des grands moyens de production et d'échange, l'expropriation du système bancaire et des grands trusts capitalistes... c'est refuser de se donner les moyens de réaliser la plupart des mesures relativement que ce programme - qui ne va pourtant pas au-delà de l'antilibéralisme - avance.

Par ailleurs quand on regarde dans le détail, thème par thème, on ne peut constater une autre limite. Il y a certes des revendications très justes (ce qui est la moindre des choses), mais souvent ce programme avalise de fait un certain nombre de mesures régressives récentes. Ce constat est particulièrement visible par exemple sur les questions de droits et libertés.

3) sur la démarche : il y a deux conceptions différentes possibles, derrière ce programme (et nous en pensons pas que les eux soient conciliables). Soit une plateforme pour donner une perspective aux luttes et poser la question de l'alternative de société, soit contribuer à une "alternative" politique sous la forme d'un programme pour une alternance électorale de gauche. La première perspective peut être acceptable, la seconde constituerait pour nous une mise sous le boisseau de l'indépendance syndicale et ce serait dangereux. En effet le problème central pour le mouvement syndical est de créer un rapport de forces dans la société dès maintenant, de bloquer maintenant les mauvais coups en cours ou à venir.

Du coup, on en revient à la question : s'agit-il de populariser un programme pour les luttes de maintenant ? Ou de voir quel morceau de notre programme faire prendre en compte par telle ou telle organisation politique (et tel ou tel candidat) ? La seconde option peut y compris favoriser chez les personnels la passivité face aux nécessaires luttes à mener, et donc rendre encore plus difficile l'action syndicale : après tout, s'il suffit de "bien" voter en 2022 pour changer les choses, pourquoi s'engager aujourd'hui dans des luttes difficiles dans le contexte très dur que nous connaissons ?

En l'absence de clarifications sur la démarche, nous sommes donc défavorables à ce que le collectif "Plus jamais ça" s'intègre dans ce dispositif de préparation d'une alternance de gauche". Nous pouvons comprendre que certains partis de gauche, voire quelques bonzes politiques en déshérence – par exemple du NPA – veuillent s'agripper à ce collectif parce qu'ils y trouvent un certain profit. Mais nous en voyons pas quel intérêt peuvent y trouver les organisations syndicales.

Intervention Emancipation : situation générale

La ministre de la fonction Publique, Montchalin, l'a dit elle-même dans son interview à *Acteurs Publics* : "la relance, pour le gouvernement, c'est la poursuite des réformes". Dont acte. Et alors que le pic épidémique du printemps a entraîné une suspension de ces réformes, toutes aujourd'hui sont remises sur le tapis. Et aujourd'hui le taux qualifié alarmant de contamination n'est plus motif suffisant pour le gouvernement de les arrêter. Au contraire.

Et, parce que cela affaiblit le discours syndical, il est urgent d'arrêter deux choses : d'abord de dénoncer en boucle "l'impréparation" du gouvernement face au Covid. C'est ce qu'on lit et entend depuis la rentrée dans la FSU. Cette impréparation est au pire voulue, au pire instrumentalisée par le gouvernement. Et la 2ème chose c'est que la crise, si elle est sanitaire, est avant tout capitaliste. Car si le gouvernement a été l'un des pires au niveau mondial quand à la gestion de l'épidémie, c'est parce que même au pire de la crise, il a tout fait pour sauvegarder le système de profits capitalistes et surtout préparer l'après épidémie pour le capitalisme en général et les grandes entreprises en particulier. Objectif relancer la course aux profits le plus vite possible, au détriment du reste.

Le gouvernement se dit en guerre actuellement. Et son état major, le Conseil de Défense, décide tout à huis clos depuis le début de cette guerre qui n'en est pas une. Sous couvert de guerre sanitaire, la guerre actuelle est avant tout celle menée contre tous les salariés. Et tous les milliards déversés même dans le Ségur de la santé servent à en finir avec notre état providence et donc les services publics pour transformer tout en marchandise donc en source de profits. Avec le Ségur et bientôt le Grenelle, c'est le tour de la santé et de l'éducation. Mais des milliards magiques qu'il a trouvés, seules quelques miettes atterriront dans les poches des salariés en échange de la casse du statut.

À la guerre, c'est par la guerre qu'il faut répondre. Contre notre ennemi déclaré le gouvernement. Pas en 2022 quand toutes les réformes seront passées. L'urgence est d'enrayer la machine à réformes gouvernementales. Pour cela il faut refuser de jouer le jeu, de se laisser piéger par les milliards annoncés, dont les salariés ne voient jamais la couleur mais qui servent à préparer leur enfer très noir de demain sans droits ni statuts. Il faut mettre un terme au dialogue social, l'arme fatale du gouvernement. Si ce n'est pas pour discuter des revendications des salariés, il faut arrêter de rencontrer le gouvernement, d'assister aux réunions qui ne sont que consultatives, puis aux groupes de suivis des réformes pour, au final, cautionner ce que fait notre ennemi le gouvernement. Ce qui d'ailleurs serait la meilleure manière de préparer 2022. N'allons pas aux États Généraux du numérique, n'allons pas aux réunions préparatoires de la réforme de l'éducation prioritaire. Et en tout premier lieu n'allons pas au "Grenelle des professeurs".

Intervention Emancipation (second jour) : présentation de nos textes et motions

Bonjour, j'interviens pour présenter les textes Emancipation.

Tout d'abord notre texte sur l'action, alternatif à celui du secrétariat national. Je soulignerai trois éléments de la démarche revendicative que nous proposons :

1) nous sommes d'accord avec la priorité et l'urgence de reconstituer le collectif en partant des lieux de travail. Nous avons souvent parlé avec raison durant ces deux jours des craintes de dénaturation des métiers liée par exemple au "Grenelle des professeurs", or de fait cette offensive a déjà commencé notamment avec l' "enseignement hybride". Ce travail de reconstitution du collectif, à partir d'AG construites à la base et se coordonnant pour permettre un contrôle démocratique de l'action, peut constituer la base pour une démarche de revendication d'un plan d'urgence dans l'éducation.

2) créer les conditions de l'unité intercatégorielle : sur cette question, nous partageons le constat du texte "action" de la direction de la FSU : le gouvernement essaie de diviser et de "saucissonner" en

proposant des protocoles d'accord dans divers secteurs. Mais nous en tirons une conclusion toute différente : à savoir, qu'il faut refuser de s'intégrer dans ce dispositif. Je parle notamment du "Grenelle des professeurs". Si cette expression était le titre d'un film de Michel Audiard, les choses seraient simples : on vient, on prend le grisbi qui est sur la table et on s'en va. Mais ce n'est pas le cas, les "discussions" qui nous sont proposées constituent un bloc, on ne peut pas dire "on accepte les concertations sur tel ou point, et on ne discute pas sur tel autre point" : ce sont des "concertations" globales pour troquer une modeste "revalorisation" en échange d'attaques sur les statuts. C'est le sens de la motion Emancipation sur le sujet, et qui tire les conclusions logiques de ce constat : refuser d'aller négocier dans de telles conditions. Bien entendu, nous soutiendrons les textes de nos camarades d'URIS ou Front Unique sur cette question, comme sur celle du protocole soumis à signature dans le supérieur.

3) créer un front unitaire au niveau interprofessionnel : pour les prochains mois les questions de précarité et de licenciements seront centrales, sans compter le possible retour de la contre-réforme des retraites. Dès lors, il importe de créer les conditions d'une lutte au niveau interprofessionnel. Ce qui implique une plateforme intégrant ces questions.

C'est le sens de notre texte sur l'action, dont le contenu est synthétisé dans ses 5 dernières lignes : *"La priorité du mouvement syndical doit être de bloquer les régressions organisées par le gouvernement, d'obtenir le retrait ou l'abrogation de toutes les contre-réformes de ce pouvoir, d'obtenir la satisfaction des revendications et de porter une perspective de rupture avec le système capitaliste... et non pas de placer ses espoirs dans une hypothétique alternance électorale en 2022"*.

J'en viens maintenant à nos autres motions.

1) Nous retirons notre motion sur la Biélorussie suite à ce qui a été intégré dans le texte "action" du secrétariat national.

2) Concernant la motion de soutien à Ibis Batignoles : il s'agit d'une lutte emblématique et déterminée, menée majoritairement par des femmes, précaires et immigré.es. Nous attendons de savoir si le secrétariat national est disposé à faire un texte ou un communiqué de solidarité.

3) les réprimé.es de Melle : pour nous, il faut en faire une question nationale et une échéance de mobilisation. D'ailleurs il y a un communiqué national intersyndical signé par le SNES sur cette question, ce qui prouve que ce problème commence d'ores et déjà à revêtir une dimension nationale. Alors certes on ne sait pas quelle ampleur pourrait avoir un appel national, mais quand on programme une mobilisation cette incertitude existe toujours. Nous sommes prêts à retirer la notion d'appel à la grève de notre motion, voire à retirer notre motion, si l'accord se fait à minima sur le dépôt d'un préavis national de grève par la FSU. Sinon, nous maintenons notre motion au vote.

4) la motion sur le référendum du 04 octobre en Kanaky-Nouvelle-Calédonie : je serai très direct, puisque des camarades refusent même cette notion de Kanaky. Sans revenir sur toute l'histoire de ce territoire ("Caldoches", "Kanaks", etc.), je dirai que l'expression "Kanaky-Nouvelle-Calédonie" est employée par les porte-paroles du front pour le "oui" à l'indépendance. Il signifie que pour eux l'avenir de ce territoire sera un avenir multiethnique et multiculturel, dans l'égalité des droits, ce qui implique de mettre fin à une situation héritée du colonialisme. Et à notre sens cette démarche est valable non seulement dans cet archipel lointain, mais aussi en France.

A l'inverse, ceux qui veulent s'en tenir à la seule "Nouvelle-Calédonie", c'est le "bloc loyaliste" (qui intègre y compris le Front National calédonien en tant que tel), pour qui il n'y a autre avenir que la France éternelle, celle où un Noir ou un Arabe n'ont droit de cité que s'ils se taisent et acceptent leur triste situation.

Donc oui, pour nous l'enjeu n'est pas uniquement de constater que l'héritage du colonialisme est toujours là, mais de la liquider. Cela passe par un principe de base du mouvement ouvrier et de l'anticolonialisme : le droit à l'auto-détermination des peuples colonisés, qui implique le droit l'indépendance. C'est le sens de notre motion sur le sujet.